



**LASPAD**  
LABORATOIRE D'ANALYSE DES SOCIÉTÉS ET POUVOIRS / AFRIQUE - DIASPORAS



**IDRC · CRDI**  
International Development Research Centre  
Centre de recherches pour le développement international



En partenariat avec  
**Canada**

# ADOLESCENTES

Enquête sur les perceptions sociales des violences sexistes et de la santé sexuelle et reproductive de 1332 adolescentes sénégalaises



**HIRA**  
S E N E G A L

[www.laspad.org](http://www.laspad.org)

Octobre 2022

UNIVERSITE GASTON BERGER

**LABORATOIRE D'ANALYSE DES SOCIETES ET POUVOIR – AFRIQUE / DIASPORA**

Route de Rosso - BP 234  
Saint-Louis du Sénégal

**contact@laspad.org**

[www.laspad.org](http://www.laspad.org)

© UGB LASPAD, Saint-Louis, octobre 2022.

Ce document est libre de droits, et peut donc être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant une mention complète et systématique de la source :  
HIRA, *Enquête sur les perceptions sociales des violences sexistes et de la santé sexuelle et reproductive de 1332 adolescentes sénégalaises*, Saint-Louis, UGB LASPAD / CRDI, octobre 2022.

Le document est en libre accès sur les sites : [www.laspad.org](http://www.laspad.org).

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : [contact@laspad.org](mailto:contact@laspad.org).



## Table des matières

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
Objectifs de l'enquête .....	6
Recueil et exploitation des données .....	6
Démarche inclusive, proactive et interactive.....	7
<b>1. Caractéristiques de l'échantillon .....</b>	<b>8</b>
1.1. Régions et langues de l'enquête .....	8
1.2. Profil et situation personnelle .....	8
1.3. Scolarisation et accès aux soins.....	9
1.4. Situation des parents .....	10
<b>2. Connaissance et culture générale .....</b>	<b>12</b>
2.1. Sur la santé reproductive .....	12
2.2. Sur les violences sexistes .....	13
2.3. Sur les violences sexuelles .....	14
2.3. Sur les pratiques traditionnelles nuisibles .....	18
<b>3. Victimation : violences sexuelles et pratiques traditionnelles nuisibles .....</b>	<b>20</b>
3.1. Expérience des violences sexuelles .....	20
3.2. Expérience des pratiques traditionnelles nuisibles .....	21
<b>4. Perceptions de la prise en charge .....</b>	<b>23</b>
4.1. A propos des (ré)actions .....	23
4.2. A propos de l'hébergement.....	25

## Table des illustrations

Figure 1. Répartition des adolescentes interrogées par région .....	8
Figure 2. Répartition des adolescentes interrogées par région .....	8
Figure 3. Répartition des adolescentes selon le nombre de personnes à domicile .....	9
Figure 4. Répartition des adolescentes scolarisées par niveau scolaire.....	9
Figure 5. Taux de (dé)scolarisation des adolescentes selon les régions .....	10
Figure 6. Modalités thérapeutiques habituelles des adolescentes.....	10
Figure 7. Situation matrimoniale des parents selon les régions .....	11
Figure 8. Espaces où les adolescentes ont entendu parler de santé reproductive.....	12
Figure 9. Âge où les adolescentes disent avoir entendu parler de santé reproductive .....	12
Figure 10. Adolescentes scolarisées ou non selon et santé reproductive .....	13
Figure 11. Adolescentes et violences sexistes par régions.....	13
Figure 12. Espaces où elles disent avoir entendu parler de violences sexistes.....	14
Figure 13. Adolescentes scolarisées ou non et violences sexistes .....	14
Figure 14. Nombre d'adolescentes par assertions correctes selon elles .....	15
Figure 15. Violences sexuelles chez les adolescentes sénégalaises .....	15
Figure 16. Connaissance d'adolescentes sénégalaises victimes de violences sexuelles .....	16
Figure 17. Répartition des adolescentes connaissant une victime de viol par région.....	16
Figure 18. Taux d'adolescentes selon la cause des violences sexuelles.....	17
Figure 19. Famille comme cause des violences sexuelles selon le régime matrimonial des parents (gauche) et selon la victimation (droite).....	17
Figure 20. Connaissance des conséquences selon la scolarisation .....	18
Figure 21. Connaissance de victimes de pratiques traditionnelles nuisibles .....	18
Figure 22. Connaissance de victimes de pratiques traditionnelles nuisibles par région .....	19
Figure 23. Nombre de victimes déclarées selon le type de violence sexuelle .....	20
Figure 24. Victimes ou non de violences sexuelles par région.....	21
Figure 25. Victimes ou non de pratiques traditionnelles nuisibles par région .....	22
Figure 26. Victimes ou non de pratiques traditionnelles nuisibles par région .....	23
Figure 27. Sachant ou non auprès de qui se procurer un contraceptif (gauche) et se rendre en cas de violences sexistes (droite).....	23
Figure 28. Adolescentes par réaction immédiate à une violence sexiste .....	24
Figure 29. Adolescentes par type d'assistance jugée nécessaire.....	25
Figure 30. Connaissance ou non de l'existence au Sénégal de centres .....	25
Figure 31. Appréciation de l'hébergement des victimes de violences sexistes.....	26

## INTRODUCTION

Le projet HIRA a pour ambition de coproduire, avec l'ensemble des parties prenantes, un modèle de référence centré sur l'accueil des adolescentes victimes de violences sexistes et la prise en charge de leur santé sexuelle et reproductive (SSR) ainsi que des droits connexes au Sénégal. Dans une démarche communautaire et participative, le projet vise aussi à documenter les conditions de reproductibilité du modèle.

Le projet HIRA vise à répondre aux questions de recherche suivantes. Quelle est la perception sociale des SSRA au Sénégal et en quoi impacte-t-elle la réduction/prévention des interactions négatives entre violences sexistes et SSRA touchant les adolescentes ? Dans quelles mesures et comment les centres d'hébergement des victimes de violences sexistes, dont le Centre Kullimaaro, peuvent-ils contribuer à une prise en charge efficace des conséquences des interactions négatives entre les violences sexistes et SSRA-DC sur les adolescentes ? Dans quelles conditions ce modèle pourrait-il être amélioré et répliqué dans toutes les régions du pays voire au niveau sous-régional ?

C'est dans ce cadre qu'une enquête de perceptions des adolescentes sénégalaises a été conduite sur l'ensemble du territoire national du 27 mars au 20 avril 2022.

### Objectifs de l'enquête de perceptions par sondage

L'étude des perceptions des effets des violences sexistes sur la SSR chez les adolescentes sénégalaises vise à mesurer et à prendre en compte de manière objective les connaissances, attitudes et pratiques des adolescentes relativement aux interactions entre la SSRA-DC et les violences sexistes. Les résultats de l'étude de perceptions seront implémentés dans l'élaboration du modèle de référence du projet.

De manière spécifique, il s'agira de mesurer (a) leur connaissance des violences sexistes et de leurs conséquences sur la santé sexuelle et reproductive des adolescentes sénégalaises ; (b) leur connaissance des interventions proposées dans les différents services aux adolescentes ; (c) leurs attitudes face aux violences sexistes et devant l'acceptabilité des centres d'hébergement ; (d) leurs pratiques à l'égard des victimes de violences sexistes et des acteurs de leur prise en charge.

Le sondage entend ainsi directement prendre en charge ces objectifs spécifiques en recueillant la parole des adolescentes dont celles bénéficiant des services de prise en charge par les structures dédiées à l'accueil et à l'accompagnement des victimes de violences sexistes.

Aussi le questionnaire (en annexe 1) est construit à partir de ce questionnement en cinq (5) parties, la première dédiée au profilage sociologique des enquêtées, les trois (3) suivantes cherchant à satisfaire à la première question de recherche (QR1), et la dernière consacrée aux deux autres questions de recherche (QR.2 et QR.3).

Si la première question se décline en trois parties, c'est parce qu'il s'agit avec le sondage de recueillir et analyser les perceptions des adolescentes (OS.1) sur (1) la SSR, (2) les violences sexistes et (3) les effets de celles-ci sur celle-là, afin de les prendre en compte et de les intégrer dans la co-construction (OS.2) et l'appropriation (OS.3) du modèle de référence.

### Recueil et exploitation des données

Les données du sondage ont été recueillies à l'aide d'une enquête par questionnaire **plurilingue** (soigneusement traduit en langues locales) **anonymisée**, en **administration directe** auprès d'adolescentes sénégalaises. Conduire une recherche auprès des jeunes d'une manière générale



(Charte africaine de la jeunesse : 15-35 ans) et en particulier auprès des adolescents (classe d'âge qui va de 10 à 19 ans ; Nations-Unies, Union Africaine) comporte des défis éthiques et méthodologiques spécifiques (Heath, Brooks, Cleaver, Ireland, 2009)<sup>1</sup>.

Le sondage a été soumis uniquement à des **adolescentes âgées entre 15 et 19 ans** qui, pour des raisons de mise en confiance et de sensibilité culturelle, ont été interrogées **uniquement par des enquêtrices**. Les enquêtrices étaient en effet uniquement des femmes au vu de la nature des questions, ce qui permettait d'installer les adolescentes dans une relation plus confortable pour répondre au sondage. La passation du sondage ne devait **pas dépasser les 20 minutes** et être suffisamment facile et compréhensible pour les adolescentes ciblées.

Disposant d'un réseau d'étudiants-enquêteurs des universités du pays, le recrutement des enquêtrices s'est fait localement, réduisant les frais de mission, le temps d'enquête (connaissance des lieux et personnes) et les pertes qualitatives (langue locale etc.). Le traitement des données est passé par le nettoyage et la consolidation des données avant d'établir différents croisements.

### **Démarche inclusive, proactive et interactive**

La particularité du questionnaire est que la dernière section porte sur la prise en charge des victimes de violences sexistes en nous intéressant (1) d'une part aux dispositifs d'intervention et d'accueil existant et (2) d'autre part aux rôles, attitudes et pratiques des adolescentes. Nous avons cherché ainsi, à partir du principe hologrammique relatif à la complexité des liens entre représentations et actions, à la fois documenter les perceptions relatives à leur participation en matière de lutte contre les violences sexistes et de promotion de la SSR, et de manière inclusive, les impliquer en ces matières à travers la réflexivité induite par l'exercice du questionnaire.

En effet, celui-ci a été élaboré de sorte à leur permettre d'aborder les violences sexistes et la SSR de façon proactive, en rupture avec la passivité caractéristique de la posture victimaire. Le simple fait d'accepter de se voir administrer ce questionnaire est l'occasion d'inviter les adolescentes à s'inscrire dans les activités du programme et à engager ou contribuer à un processus de subjectivation politique qui ne fait plus d'elles des corps objets de violences sexistes ou de soins à des fins de santé sexuelle et reproductive, mais des sujets capables de s'émanciper des conditions et assignations en jeu.

Les résultats présentés ici restituent les perceptions des adolescentes conformément à la structure du questionnaire et fidèlement aux réponses apportées. Leur analyse se limite ici à leur description statistique afin de fournir des données fiables et solidement établies. Inscrit dans le cadre de la science ouverte et dans une démarche interactive avec le-a lecteur-riche, les données sont accessibles en annexe 2 ([contact@laspad.org](mailto:contact@laspad.org)). Les données de l'enquête sont intégralement disponibles aux lecteurs pour les interpréter psycho-sociologiquement à la lumière des théories (féministes, marxistes, culturalistes, interactionnistes ou autre) des rapports (sociaux, économiques et politiques) de sexe, de la sexualité et de la santé sexuelle et reproductive.

---

<sup>1</sup> Voir le protocole de recherche.

## 1. Caractéristiques de l'échantillon

### 1.1. Régions et langues de l'enquête

La passation du sondage a poursuivi l'objectif d'un échantillonnage équilibré, avec une centaine d'adolescentes interrogées par région. Cet objectif fut atteint à l'exception de certaines régions (comme Kaffrine et Matam) où comme un incident technique aperçu tardivement n'a pas permis d'enregistrer les saisies manquantes et dont la disponibilité des formulaires de consentement signés atteste de la passation.

Précisons qu'au total, sur les 1948 passations réalisées et dont 570 l'ont été partiellement, le nettoyage et la consolidation des données ont permis de valider les réponses de **1332 adolescentes** réparties équitablement dans les quatorze régions du pays.

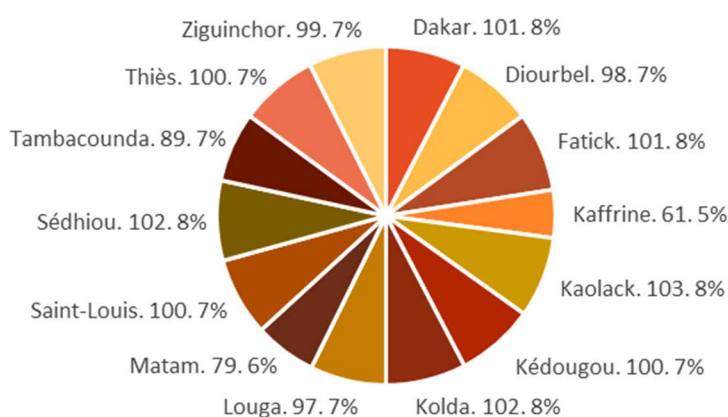


Figure 1. Répartition des adolescentes interrogées par région

Les courts délais dans lesquelles il a fallu réaliser une couverture nationale au sondage, ont conduit les enquêtrices à organiser des passations dans des établissements scolaires en réunissant plusieurs adolescentes. Cela a certainement contribué à ce qu'une majorité des passations se soit déroulée **en langue française (57,8%)**, près du tiers restant l'a été en wolof (30%).

### 1.2. Profil et situation personnelle

L'enquête a également cherché à établir, sans succès, des proportions équivalentes entre les mineures (31,5%) et les **majeures (68,5%)**. Le recueil d'un consentement écrit signé par un représentant légal de l'adolescente mineure explique que les deux tiers des personnes interrogées soient majeures.

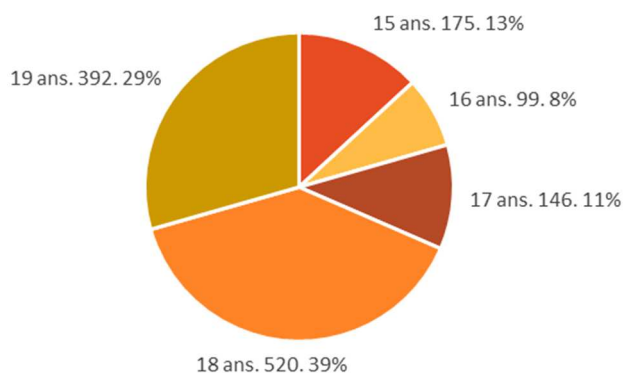


Figure 2. Répartition des adolescentes interrogées par région



La quasi-totalité des adolescentes interrogées (**90,6%**) s'identifie à la **religion musulmane**, tandis que 115 adolescentes s'identifiant au christianisme vivent pour l'essentiel (72,2%) à Dakar, Thiès ou Ziguinchor.

La quasi-totalité des adolescentes interrogées sont **célibataires (93,2%)** et n'ont **aucun enfant (97,1%)**. Pour celles qui sont mariées, relevons que 58,7% d'entre elles sont en régime polygame. Dès lors, seules 21 des 1332 interrogées ont au moins un enfant, dont 2 sont mères de deux enfants et 3 de trois ou plus.

La majorité des adolescentes interrogées **vit chez leurs parents (68,2%)** avec néanmoins les trois quarts d'entre elles qui disent vivre avec d'autres personnes que les parents ou frères et sœurs. Elles sont d'ailleurs sur l'ensemble plus de la moitié (**50,5%**) à déclarer **vivre avec 10 personnes ou plus**.

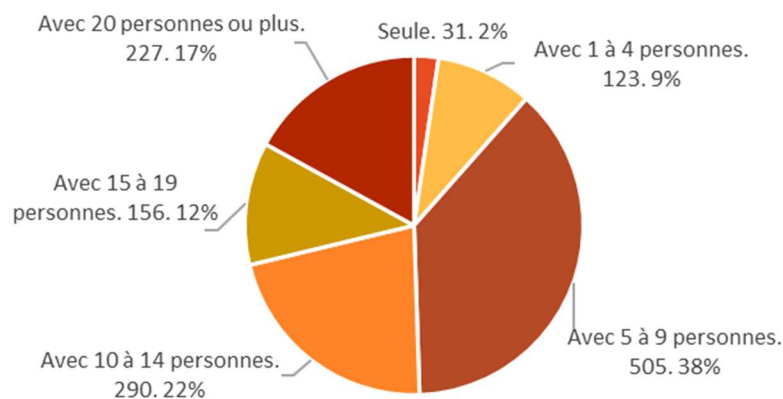


Figure 3. Répartition des adolescentes selon le nombre de personnes à domicile

### 1.3. Scolarisation et accès aux soins

Le recours aux établissements scolaires a contribué au fait que **89,6%** des adolescentes interrogées soient **scolarisées** au moment de l'enquête.

À propos de la classe actuelle, les collégiennes de l'étude représentent quant à elles 28,7% des répondants. Retenons aussi que l'ensemble de l'échantillon, une forte majorité (**58,1%**) est constituée de **lycéennes**.

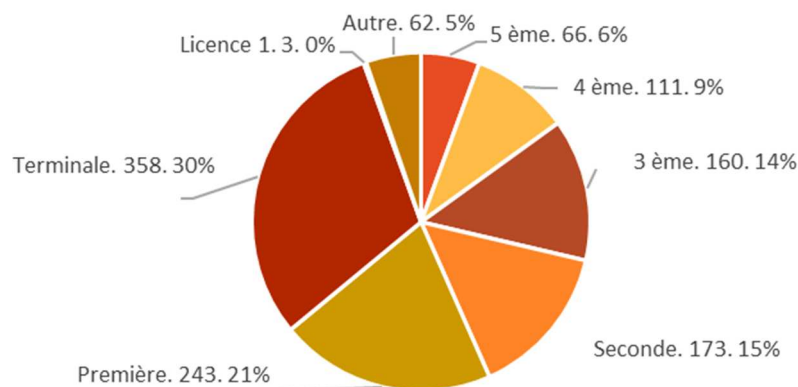


Figure 4. Répartition des adolescentes scolarisées par niveau scolaire

Parmi les adolescentes **non scolarisées (10,4%)**, près de la moitié sont de Kaolack (23%) ou de Thiès (23%), et près d'un tiers sont de Fatick (10,8%), Kaffrine (10,8%) ou Matam (10,8%). 17,4% d'entre elles déclarent n'avoir reçu aucun enseignement, tandis que le niveau d'instruction de près d'un tiers d'entre elles est celui de l'école coranique (31,9%). Notons que 83,6% de celles qui ont été auparavant scolarisées, n'a pas dépassé le collège. Aussi, quant à leur situation actuelle, une majorité d'entre elles (**53,2%**) est **inactive**, les autres étant soit stagiaire ou apprentie (19,4%) soit travailleuse indépendante (18%).

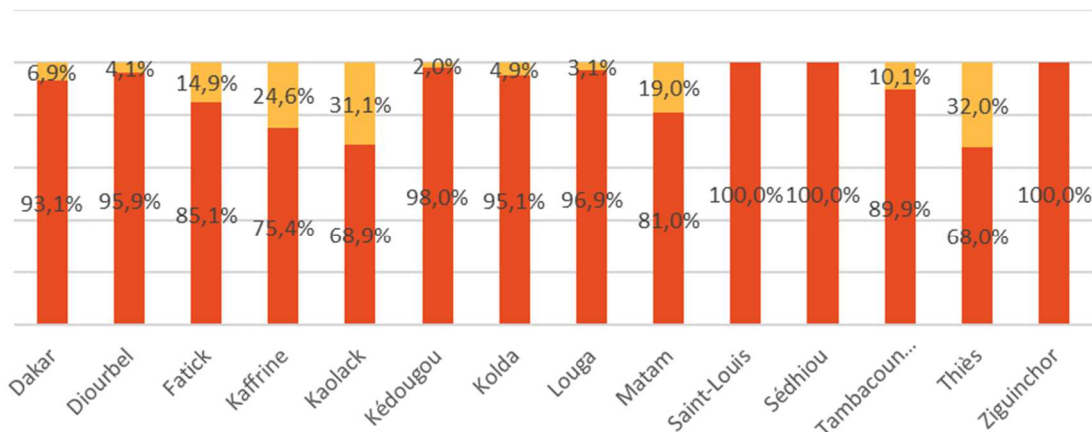


Figure 5. Taux de (dé)scolarisation des adolescentes selon les régions

La majorité des adolescentes se rendent habituellement à l'**hôpital** pour se soigner (**59,3%**) et 21,5% au poste de santé. Elles sont également une majorité à déclarer **avoir les moyens (financiers) de se soigner (67%)** mais près d'un tiers (30%) disent ne pas les avoir ; notons qu'un quart de celles-ci sont de Kaolack (13%) et de Fatick (12%).

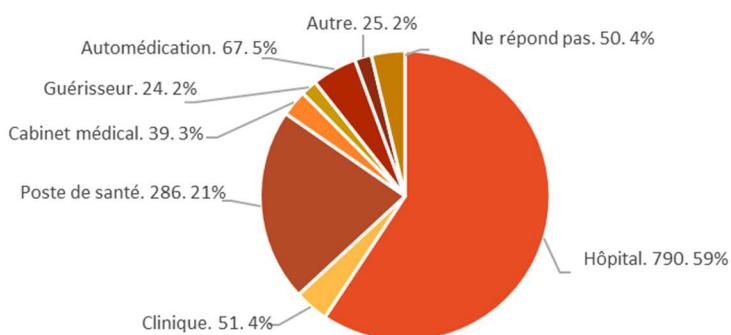


Figure 6. Modalités thérapeutiques habituelles des adolescentes

#### 1.4. Situation des parents

**80,5%** des adolescentes interrogées ont leurs **deux parents vivants** tandis que pour 18,2% d'entre elles au moins l'un des deux parents est décédé.

La majorité des adolescentes ayant indiqué la situation matrimoniale actuelle de leurs parents (**49,5%**) déclare avoir des **parents mariés sous un régime polygame**. Signalons que la monoparentalité (séparation, divorce ou veuvage) est représentée à hauteur de 10,6% et 28,8% des adolescentes

déclarent que leurs parents en couple monogame (mariés pour la totalité exception faite des quatre situations de concubinage).

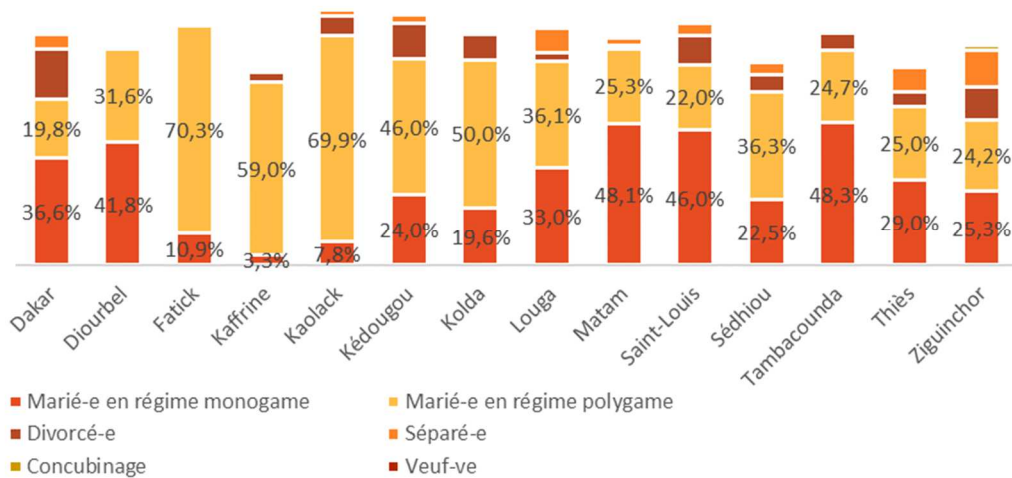


Figure 7. Situation matrimoniale des parents selon les régions

Plus d'un quart des adolescentes interrogées déclarent avoir un **père travailleur indépendant (27,1%** et 30,9% pour la mère), tandis que pour **13,3%** d'entre elles (contre 6,5% pour la mère), le père serait employé du **secteur public**.

Signalons aussi que pour plus d'un tiers des répondantes le père travaille dans une autre ville que celle où l'adolescente vit (35,7% des pères actifs contre 16,9% pour la mère).

## 2. Connaissance et culture générale

### 2.1. Sur la santé reproductive

À la question de savoir si elles ont ou **pas déjà entendu parler de santé reproductive**, les adolescentes interrogées ont très majoritairement répondu par la négative (**61,9%**). Seules les adolescentes des régions de Saint-Louis, Louga et Sédhiou sont une majorité à déclarer avoir déjà entendu parler de santé reproductive.

Pour celles qui disent avoir déjà entendu parler de santé reproductive, c'est essentiellement à **l'école** avec **41,3%** des répondants, et **entre 14 ans et 17 ans (78,7%)**.

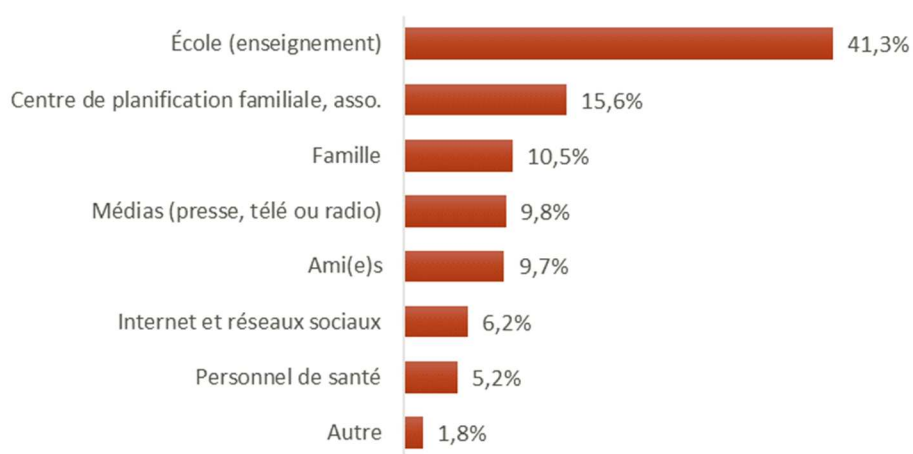


Figure 8. Espaces où les adolescentes ont entendu parler de santé reproductive

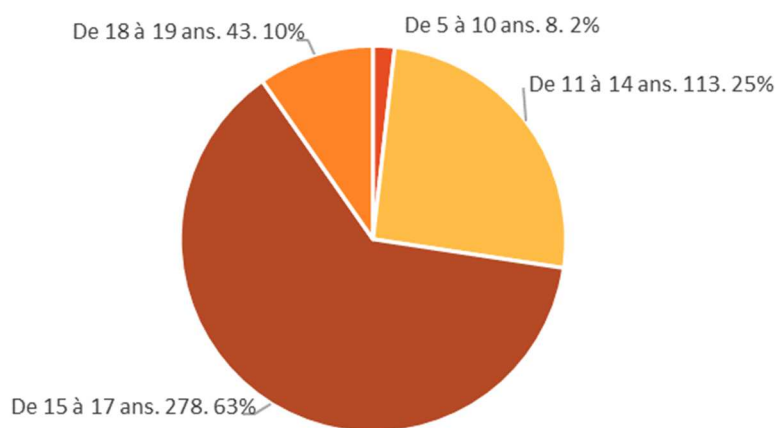


Figure 9. Âge où les adolescentes disent avoir entendu parler de santé reproductive

Quant à l'enseignement scolaire, **23,3%** de l'ensemble des adolescentes interrogées disent avoir reçu des cours sur la santé reproductive. Cela se traduit d'ailleurs par le fait que **85,6%** des adolescentes **non scolarisées** disent **ne jamais avoir entendu parler de santé reproductive** contre 59,2% des adolescentes à l'école.

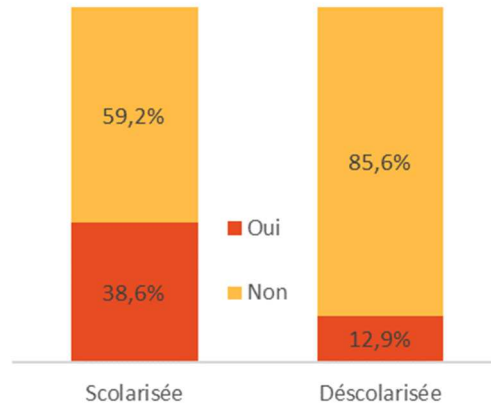


Figure 10. Répartition des adolescentes scolarisées ou non selon qu'elles aient ou non déjà entendu parler de santé reproductive

## 2.2. Sur les violences sexistes

À la question de savoir si elles ont **déjà entendu parler de violences sexistes**, les adolescentes interrogées ont très majoritairement répondu par la positive (**77,9%**). Près d'un quart de celles qui n'en ont pas entendu parler (ou 20% de l'ensemble) sont de Louga (12,4%) et de Kaolack (10,2%).

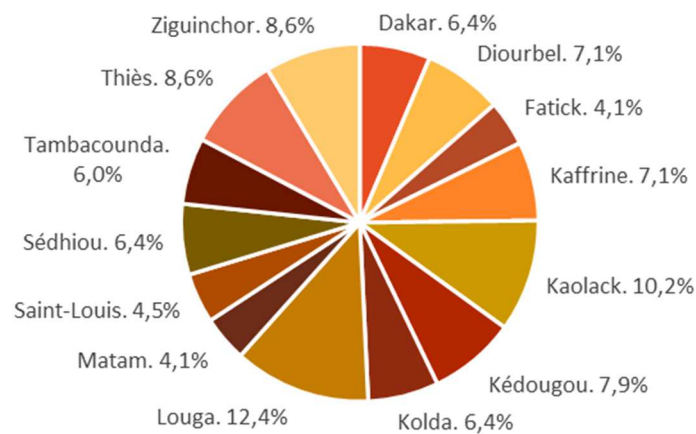


Figure 11. Répartition des adolescentes n'ayant pas entendu parler de violences sexistes par régions

Pour celles qui disent avoir déjà entendu parler de violences sexistes, c'est essentiellement à travers **les médias (27,6%** des répondants) et **l'école (26,1%)** que cela se serait fait. Quant à l'enseignement scolaire, **29,4%** de l'ensemble des adolescentes interrogées disent avoir **reçu des cours sur les violences sexistes**.

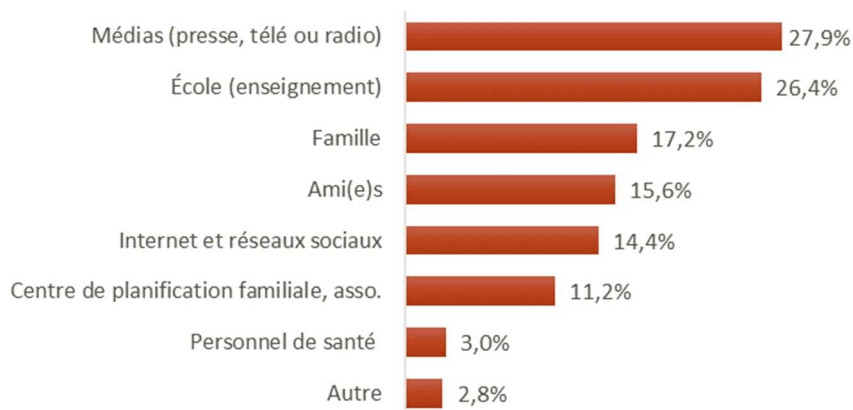


Figure 12. Espaces où les adolescentes disent avoir entendu parler de violences sexistes

Quant à l'enseignement scolaire, **66,7%** de l'ensemble des adolescentes interrogées disent ne **pas avoir reçu de cours sur les violences sexistes**. Cela se traduit d'ailleurs par le fait que **33,8%** des adolescentes **non scolarisées** disent **ne jamais avoir entendu parler de santé reproductive** contre 18,4% des adolescentes à l'école.

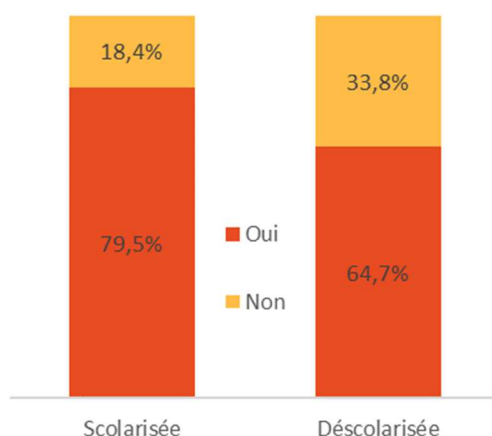


Figure 13. Répartition des adolescentes scolarisées ou non selon qu'elles aient ou non déjà entendu parler de violences sexistes

### 2.3. Sur les violences sexuelles

Ce sont **21,8%** des adolescentes interrogées (291) qui retiennent une des **assertions erronées** proposées à propos des violences sexuelles. L'affirmation fautive retenue par plus de la moitié d'entre elles (**51,5%**) est celle qui porte sur la survenue des **viols en dehors de la famille** exclusivement. C'est notamment à Diourbel (23,5%) et de Kédougou (24%) que l'on rencontre plus de 20% des adolescentes interrogées qui retiennent cette assertion pour correcte. En revanche, Fatick, Kaolack, Louga et Saint-Louis sont les seules régions où les affirmations incorrectes ne dépassent les 6% des adolescentes interrogées.



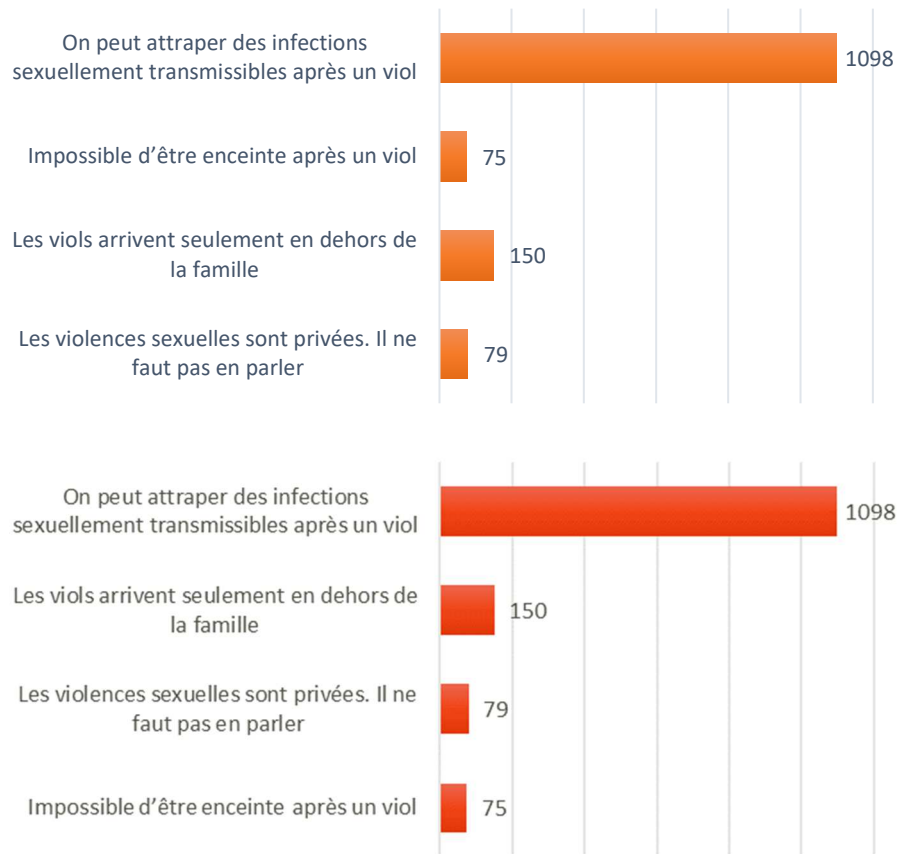


Figure 14. Nombre d'adolescentes par assertions retenues comme correctes selon elles

Le **viol** arrive en première position avec **61,6%** des adolescentes ayant identifié un type de violences sexuelles **dont les adolescentes sénégalaises sont très souvent victimes**, suivi par le harcèlement sexuel (49,4%). Près d'un tiers des adolescentes interrogées considèrent que les adolescentes sénégalaises sont très souvent victimes d'attouchements sexuels (32%) et de grossesses forcés (32,7%).

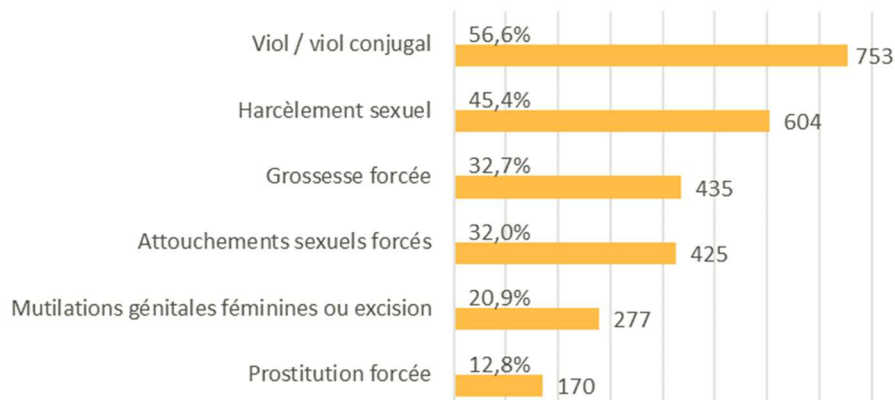


Figure 15. Violences sexuelles dont seraient d'abord victimes les adolescentes sénégalaises

Aussi, si un peu plus de la moitié (54,1%) des adolescentes interrogées disent n'en connaître aucune, ce sont **41,4%** d'entre elles qui affirment **connaître des adolescentes victimes de violences sexuelles**.

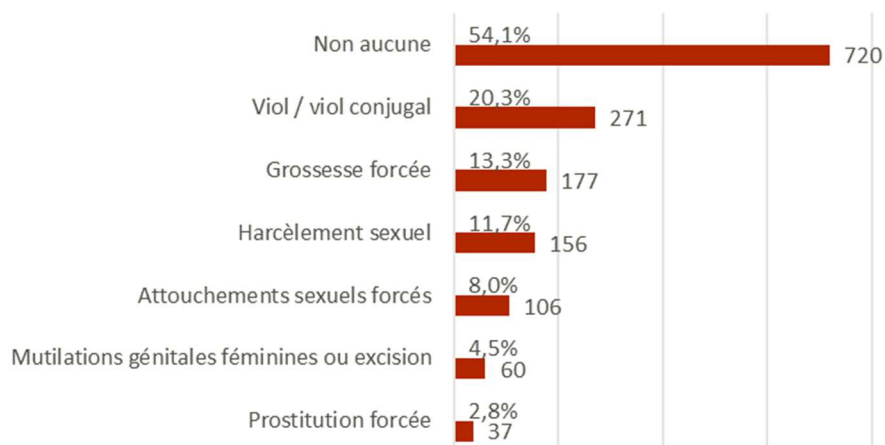


Figure 16. Connaissance d'adolescentes sénégalaises victimes de violences sexuelles

Parmi elles, près de la moitié (**49,1%**) déclarent connaître une **adolescente victime de viol**, et 24,4% de ces dernières sont elles-mêmes victimes de violences sexuelles. Parmi les adolescentes qui déclarent connaître une autre adolescente victime de viol, la majorité d'entre elles sont de Kaolack (10,7%) ou de Fatick (19,2%) où ce sont 51,5% des adolescentes interrogées dans cette région qui affirment cela.

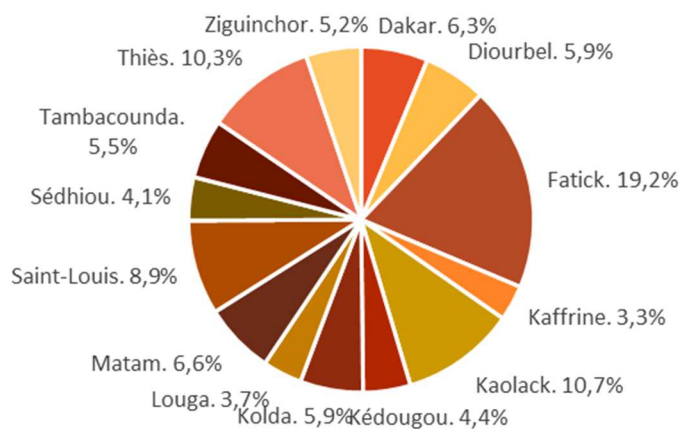


Figure 17. Répartition des adolescentes connaissant une victime de viol par région

Dans les régions de **Matam (48,1%)** et **Tambacounda (38,2%)**, les adolescentes sont une majorité à dire connaître des adolescentes **victimes de grossesse forcée**. Du reste, avec Fatick, ces deux régions sont les seules où l'on n'obtient pas une majorité d'adolescentes interrogées déclarant ne connaître aucune victime de violences sexuelles.

Parmi les adolescentes interrogées qui identifient une cause ou un facteur des violences sexuelles que peuvent rencontrer les adolescentes sénégalaises, **41,1%** d'entre elles pointent d'abord **les médias**, suivi de **la famille (18,9%)**, la culture (14,2%) et l'école (11,4%).

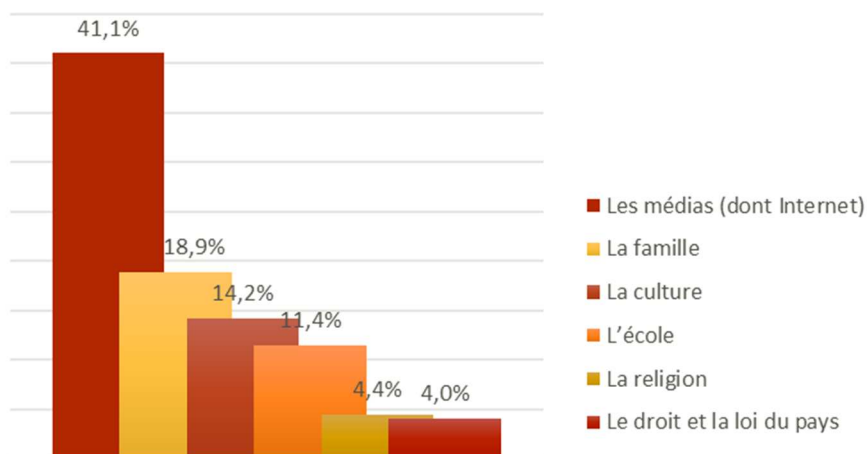


Figure 18. Taux d'adolescentes selon la cause des violences sexuelles

Relevons que la famille est proportionnellement plus citée par les adolescentes de famille monoparentale (20% contre 14,4% chez celles dont les parents sont monogames et 13,1% s'ils sont polygames) et chez les victimes se déclarant victimes de violences sexuelles (21,1% contre 13,5%).

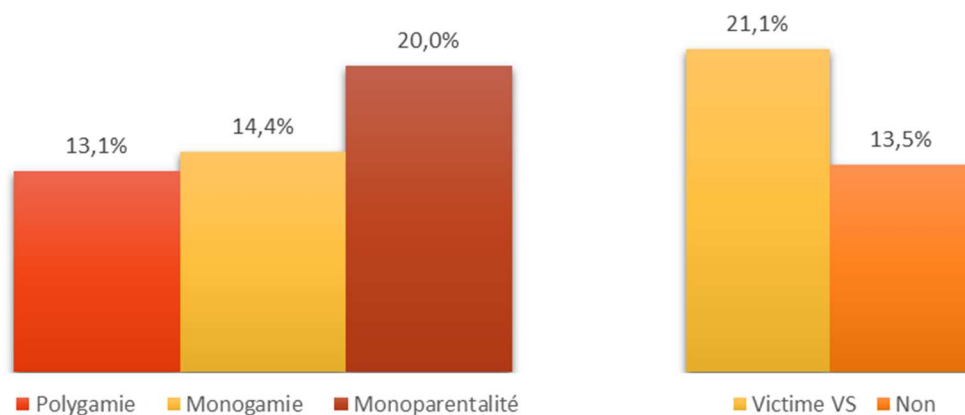


Figure 19. Répartition des adolescentes identifiant la famille comme cause des violences sexuelles selon le régime matrimonial des parents (gauche) et selon la victimation (droite)

Enfin notons que plus de la moitié (**50,4%**) des adolescentes **non scolarisées** disent **ne pas savoir** quelle pourrait être la principale cause (ou facteur) des violences sexuelles.

**65,8%** des adolescentes interrogées déclarent **connaître certaines conséquences** des violences sexuelles. Cette proportion est plus élevée chez celles qui s'en déclarent victimes (72,5%). Signalons également que les adolescentes **non scolarisées** au moment de l'enquête sont proportionnellement plus nombreuses (**40,3%**) à déclarer **ne pas connaître de conséquences** des violences sexuelles que celles qui sont à l'école (27,4%).

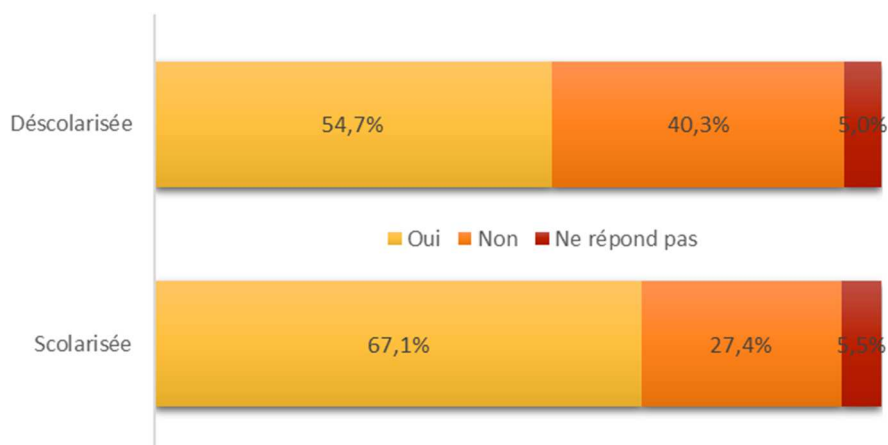


Figure 20. Connaissance des conséquences des violences sexuelles selon la scolarisation

### 2.3. Sur les pratiques traditionnelles nuisibles

La première **pratique traditionnelle nuisible** dont seraient **très souvent victimes les adolescentes sénégalaises** selon les adolescentes interrogées, est **le mariage forcé ou précoce** pour **68,8%** des répondants. Parmi ces dernières, plus ou moins trois quarts d'entre elles se disent ne pas être victimes de violences sexuelles (81,9%) ou de pratiques traditionnelles nuisibles (73,5%). C'est aussi 74,8% des adolescentes non scolarisées qui ont retenu cette option (contre 62,7%).

L'**empêchement d'aller à l'école** (sous un motif culturel ou religieux) est ensuite choisi pour **59,7%** des répondants, suivi par celui de participer à des activités festives (concerts, etc.) pour 23,1% d'entre elles. Signalons également que plus d'un quart (26,4%) de celles qui déclarent que les adolescentes sénégalaises sont très souvent victimes d'empêchement de pratiquer du sport ou des arts sont de la région de Louga.

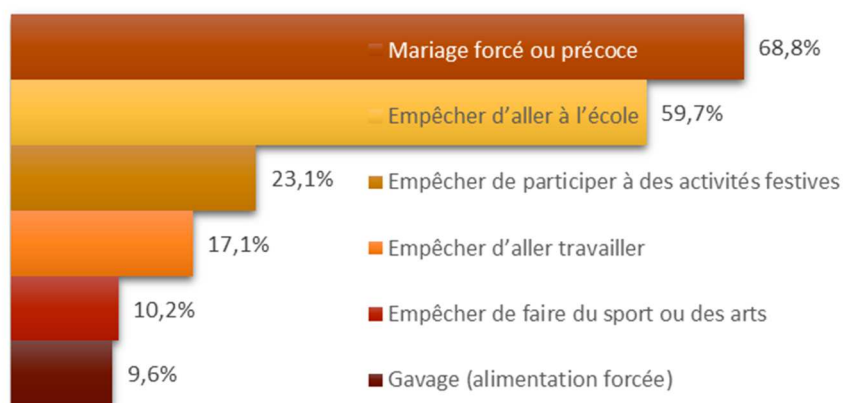


Figure 21. Connaissance d'adolescentes sénégalaises victimes de pratiques traditionnelles nuisibles

Cela dit, plus de la moitié des répondants (**51,6%**) disent **ne connaître aucune adolescente victime de pratique traditionnelle nuisible**, tandis que 26,7% d'entre elles déclarent connaître au moins une adolescente victime de mariage forcé ou précoce (18,4% pour l'empêchement d'aller à l'école et 18% pour les activités festives). Notons que la grande majorité d'entre elles ne sont pas victimes de violences sexuelles (87,4%) ou de pratiques traditionnelles nuisibles (86,9%). Les premières sont 30,4% à ne pas

connaître de victimes de pratiques traditionnelles nuisibles (contre 52,7%) et les secondes 21,8% (contre 60%). Toutefois la majorité des victimes des violences sexuelles (34,3%) ou de pratiques traditionnelles nuisibles (45,7%) déclarent connaître des adolescentes victimes, respectivement, de mariage forcé ou précocé, ou d'empêchement de participer à des activités festives.

Du reste, une forte proportion des adolescentes interrogées disant **connaître des victimes de mariage forcé ou précocé** sont de la région de **Kaolack** (12,5% soit **40,8%** des adolescentes interrogées dans cette région) et de Dakar (10,1%), tandis que la majorité de celles qui disent connaître des victimes d'empêchement de pratiquer du sport ou des arts sont cette fois-ci de Thiès (25,5%) ou de Matam (21,3% soit 63,3% des adolescentes interrogées dans cette région).

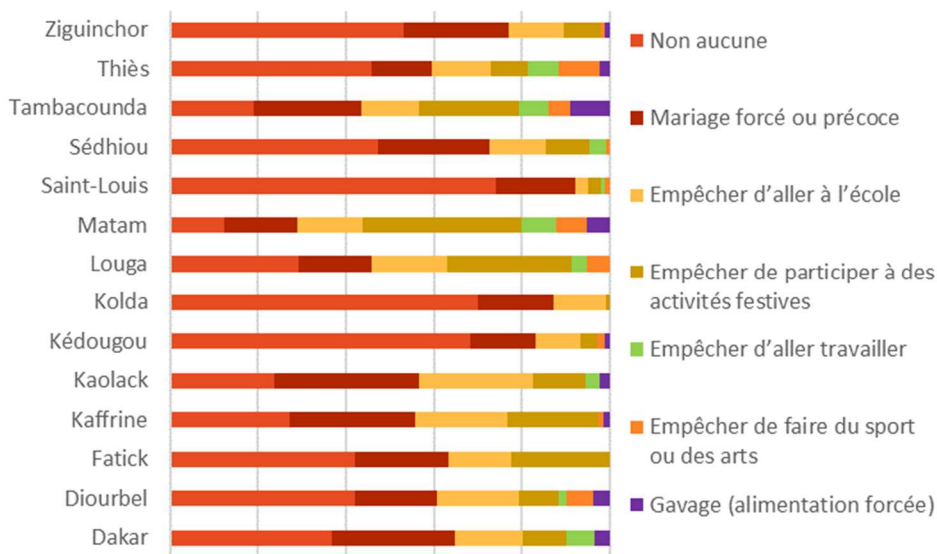


Figure 22. Connaissance d'adolescentes sénégalaises victimes de pratiques traditionnelles nuisibles par région

### 3. Victimation : violences sexuelles et pratiques traditionnelles nuisibles

#### 3.1. Expérience des violences sexuelles

Si 81,1% disent n'avoir jamais été victimes de violences sexuelles, **15,3%** des adolescentes interrogées (204) se disent être **victimes de violences sexuelles**. La majorité de ces victimes déclarent avoir été **harcelées** sexuellement (**43,6%**) tandis que l'essentiel des autres victimes disent avoir été l'objet de **mutilations génitales (24%)**, d'attouchements sexuels forcés (21,1%) ou de viol (13,2%).

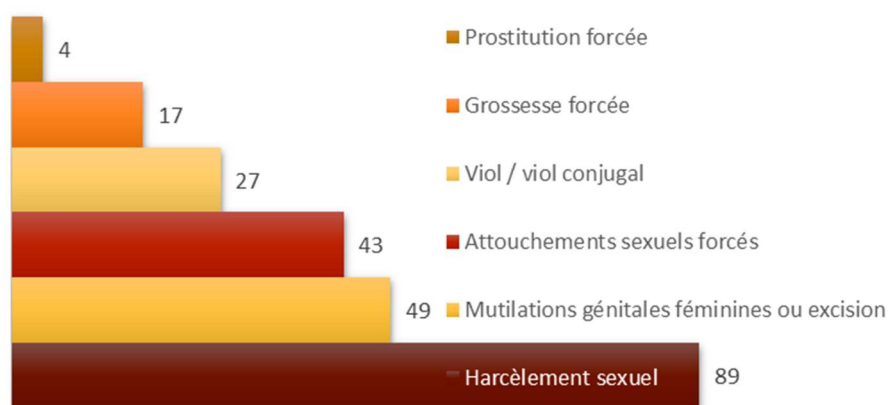


Figure 23. Nombre de victimes déclarées selon le type de violence sexuelle

Les adolescentes **en famille monoparentale** sont proportionnellement plus enclines à se déclarer victimes de violences sexuelles (23,6% contre 16,4% de celles dont les parents sont monogames et 13,5% s'ils sont polygames). Notamment, 30,3% des adolescentes en famille monoparentale victimes de violences sexuelles, déclarent avoir été violées contre 8,7% de celles dont les parents sont polygames ou 6,3% s'ils sont monogames).

Si l'on observe la **répartition par région**, relevons que la majorité des victimes déclarées de violences sexuelles sont de Louga (18,6%), de Kolda (12,3%) et de Matam (10,3%). Plus spécifiquement, les trois quarts des victimes d'harcèlement sexuel sont de Louga (32,6%) tandis que la majorité des victimes déclarées de viol sont de Thiès et Diourbel (29,6%) ou Sédhiou et Ziguinchor (22,2%). Signalons également que la plupart des victimes déclarées de mutilations génitales sont de la région de Kolda (44,9%) et de Matam (20,4%).

Si 41% des victimes de violences sexuelles déclarent l'avoir été plusieurs fois (avec une forte majorité d'entre elles de 30,1% étant de Louga), pour la majorité d'entre elles (35,3%), la fois jugée la plus grave s'est passée dans la famille, suivi de la rue (23%) ou d'un lieu de socialisation (12%). C'est à Kolda (19,4%) que la majorité des victimes signalant que la violence sexuelle jugée la plus grave s'est déroulée dans la famille, a été interrogée.



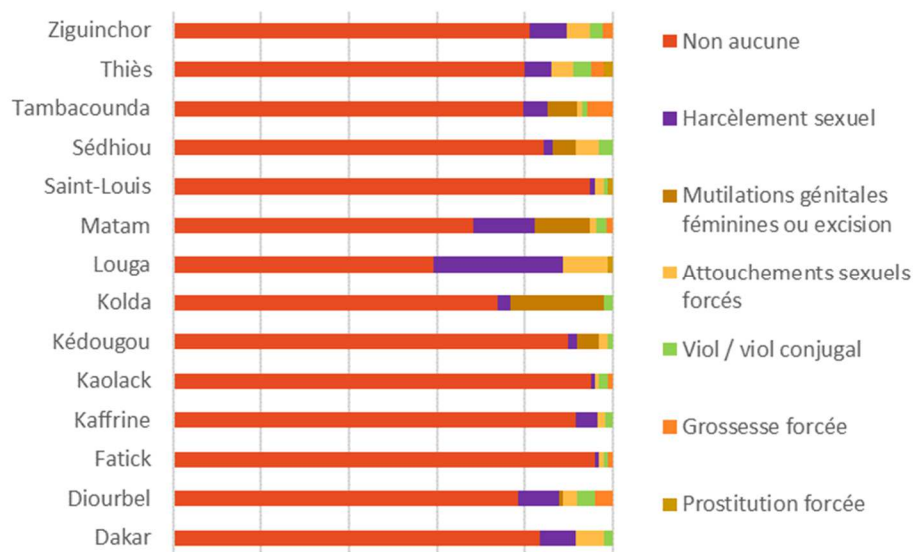


Figure 24. Victimes ou non de violences sexuelles par région

Par ailleurs, pour les 27 victimes de viols de l'enquête, elles sont aussi nombreuses à retenir **la famille (25,9%)** ou la rue (25,9%), ou encore chez une tierce personne (22,2%).

Parmi les victimes déclarées qui ont caractérisé **l'auteur-e présumé-e** de la violence sexuelle jugée la plus grave, 70,8% disent qu'il s'agissait d'un-e adulte, et pour 68% de ces répondants, d'un homme (38,7% des victimes). Avec les garçons du même âge environ (17,2%), les auteurs présumés de violence sexuelle jugée la plus grave sont donc masculins pour 55,9% des victimes, tandis qu'un près d'un quart (24,5%) sont néanmoins des femmes (18,1%) ou des filles du même âge environ (6,4%).

L'essentiel de ces réponses identifiant une auteure présumée comme une adulte femme a été donné par des adolescentes de Kolda, région où les mutilations génitales ont été le plus souvent déclarées. En effet, nous constatons que 78,4% des auteurs adultes femmes sont ainsi identifiées par des victimes de mutilations génitales, tandis que les victimes de viols sont 63% à reconnaître l'auteur présumé de la violence sexuelle jugée la plus grave, comme un adulte homme.

### 3.2. Expérience des pratiques traditionnelles nuisibles

Si 70,9% disent n'avoir jamais été **victimes de pratiques traditionnelles nuisibles**, 24,9% des adolescentes interrogées (332) affirment le contraire. La majorité de ces victimes (245) déclarent surtout avoir été **empêchées de participer à des activités festives (73,8%)** tandis que l'essentiel des autres victimes disent avoir été mariées de façon forcée ou précoce, empêchées d'aller à l'école ou de pratiquer du sport ou des arts (38 adolescentes à chaque fois).

Les adolescentes issues de **famille monogame** sont proportionnellement plus nombreuses à être victimes de **mariage forcé ou précoce (38,5%)** par rapport à celles dont les parents sont polygames (26,8%) ou seul-e-s (25,7%).

Si un tiers des adolescentes interrogées ne déclarant pas être victimes de violences sexuelles signalent être victimes de pratiques traditionnelles nuisibles (24,8%), c'est plus de la moitié des adolescentes victimes de violences sexuelles qui déclarent être aussi victimes de pratiques traditionnelles nuisibles (53,4%).

Les adolescentes **scolarisées** sont proportionnellement **moins nombreuses** à déclarer être **victimes de pratiques traditionnelles nuisibles** (27,2%) que les adolescentes non scolarisées au moment de l'enquête (45,3%).

Notons que si pour toutes les régions une très forte majorité des adolescentes déclarent n'être victimes d'aucune pratique traditionnelle nuisible (entre 98% à Kolda et 52,8% à Tambacounda), seules les régions de Louga (73,2%) et Matam (72,2%) inversent la tendance avec une forte majorité des adolescentes interrogées dans ces régions s'en disent victimes, s'agissant essentiellement d'être privées d'activités festives (respectivement 60,8% et 63,6%).

Les mariages forcés ou précoces sont proportionnellement plus fréquents dans la région de Diourbel qui représente près d'un tiers de ces déclarations (28,2%) et avec Kaffrine (12,8%) et Matam (10,3%), ces trois régions rassemblent plus de la moitié des victimes de mariage forcé ou précoce de l'étude.

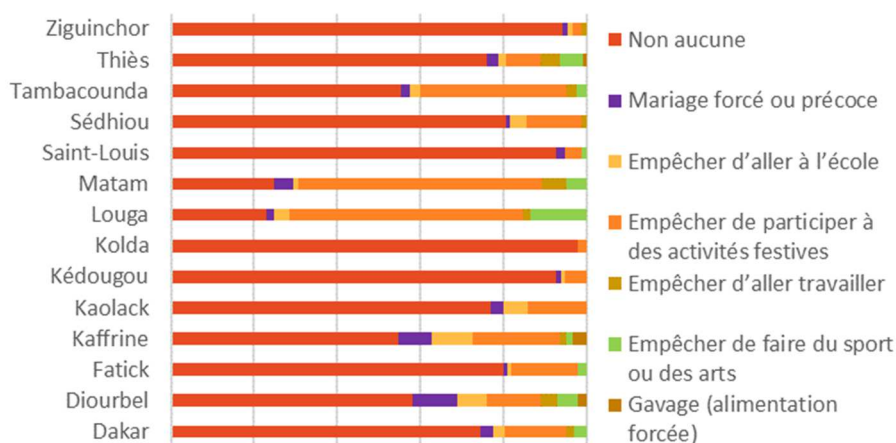


Figure 25. Victimes ou non de pratiques traditionnelles nuisibles par région

Notons que 76,4% des victimes de pratiques traditionnelles nuisibles déclarent que c'est arrivé plusieurs fois, et pour 81,1% d'entre elles, la fois jugée la plus marquante s'est déroulée dans la famille (81,1%), avec l'essentiel d'entre elles identifiant l'auteur présumé comme un adulte (83,6%), homme (43,9%) ou femme (39,7%).

## 4. Perceptions de la prise en charge

### 4.1. A propos des (ré)actions

La majorité des adolescentes interrogées (**58,6%**) disent **ne pas savoir auprès de qui se procurer un moyen de contraception en cas de besoin**, en particulier à Fatick (83,2%) et Kaolack, tandis qu'à Saint-Louis la majorité s'inverse (51% disent savoir s'en procurer). Moins d'un tiers (28,9%) affirment le contraire.

Les adolescentes **scolarisées** sont d'ailleurs proportionnellement **plus nombreuses** à déclarer savoir auprès de qui se procurer un moyen de contraception en cas de besoin, **30,1% contre 18,7%** de celles qui ne sont **pas scolarisées** dont près des trois tiers (74,1%) déclarent ne pas savoir où s'en procurer.

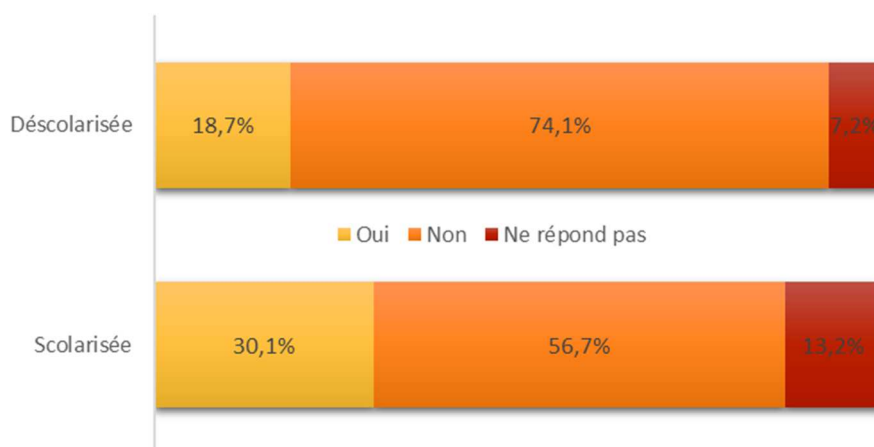


Figure 26. Victimes ou non de pratiques traditionnelles nuisibles par région

Les adolescentes de l'étude sont **62% à savoir auprès de qui se rendre en cas de violences sexistes** contre un peu moins d'un tiers (30,3%) à déclarer le contraire.

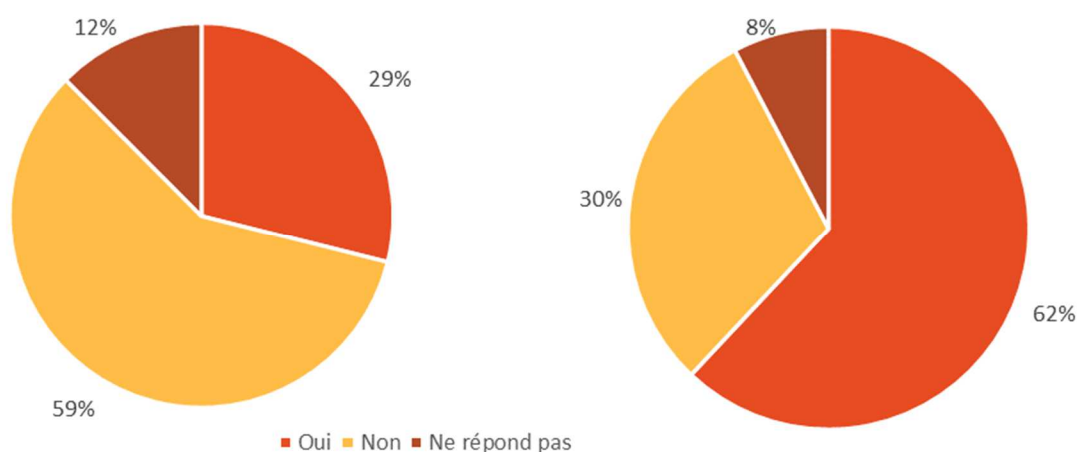


Figure 27. Sachant ou non auprès de qui se procurer un contraceptif (gauche) et se rendre en cas de violences sexistes (droite)

Selon elles, si on est victime de violence sexuelle, il faudrait **d'abord en parler à un membre de la famille (71,3%)** avant d'en parler à la police ou la gendarmerie (27,9%), une infirmière (19,3%) ou un-e ami-e (15,5%). Ne rien dire (2,2%) ou appeler un numéro vert (2,6%) sont les réactions les moins

envisagées, tandis qu'en parler à un-e avocat-e ou juriste (5%) ou un-e enseignant-e (3%) n'est pas non plus particulièrement retenu.

Notons que, là où pour les autres options, les autres adolescentes sont *a minima* proportionnellement moitié moins, un tiers des victimes de violences sexuelles pensent qu'il est d'abord préférable d'en parler à un-e enseignant-e (33,3%) ou un-e ami-e (32,7%). D'ailleurs, elles sont proportionnellement moins nombreuses à retenir d'en parler d'abord à la police ou la gendarmerie (20,1%) que celles ayant déclaré n'avoir été victime d'aucune violence sexuelle (29,4%) ; même situation quant aux victimes de pratiques traditionnelles nuisibles (22,4% contre 30,2%).

Relevons également que les adolescentes **non scolarisées** sont proportionnellement **plus nombreuses** à envisager si on est victime de violence sexuelle de **parler à la famille d'abord (84,9%)** que celles étant scolarisée (69,7%).

Aussi, si en parler à la famille est l'option la plus souvent retenue, les trois tiers des adolescentes ayant identifié un membre de la famille retiennent **la mère (75%)** suivi de la sœur (9%) et du père (5,2%). Ce dernier choix est surtout retenu à Fatick (15,4%).

La grand-mère est identifiée pour un près tiers de cette réponse, dans le Sud du pays, à Ziguinchor (20%) et Sédhiou (12,5%). Elle est aussi majoritairement retenue par les adolescentes en monoparentalité, avec 8,6% d'entre elles qui fait ce choix contre respectivement 2% ou 2,1% des adolescentes de parents polygames ou monogames.

Du reste, les adolescentes non scolarisées sont proportionnellement plus nombreuses (10,1%) que celles scolarisées (4,3%) à proposer d'en parler d'abord au père.

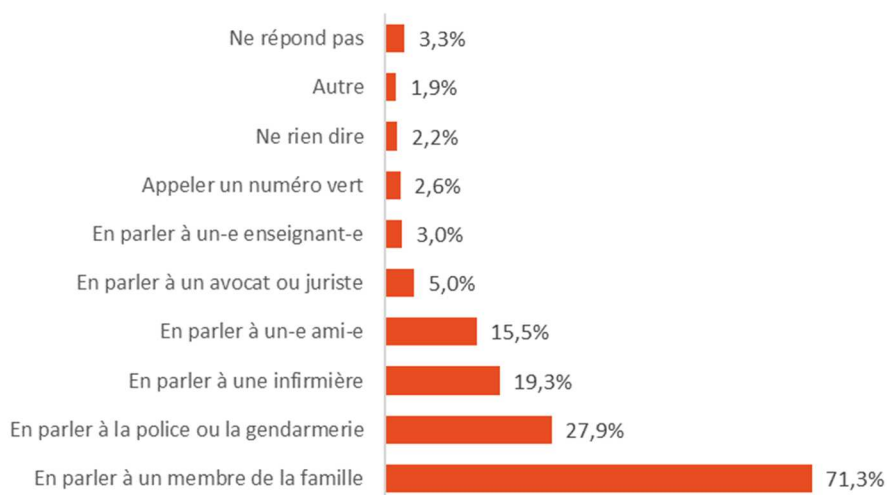


Figure 28. Taux d'adolescentes de l'échantillon par réaction immédiate à une violence sexiste

Selon les adolescentes interrogées, les deux **principales aides** dont auraient surtout besoin les victimes de violences sexistes sont l'**assistance juridique** (porter plainte et poursuivre les agresseurs présumés ; **56,9%**) et, au coude à coude, l'assistance médicale (soins et traitements ; 47,9%) ou psychologique (soutien, écoute et conseil ; 47,8%). Cette dernière est majoritairement retenue chez les adolescentes de Saint-Louis (76%), Kédougou (59%) et Sédhiou (48%).

L'assistance juridique est proportionnellement plus souvent retenue chez les adolescentes victimes de violences sexuelles (61,8%) que chez les autres (56,9%).

Relevons également que 20,8% et 18,1% de celles qui ont retenue l'assistance financière sont respectivement de la région de Saint-Louis et Kédougou.

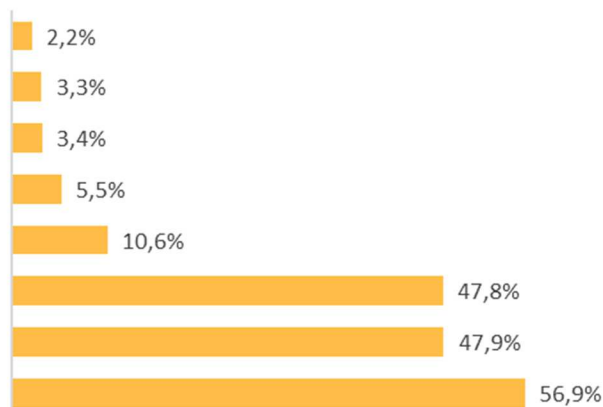


Figure 29. Taux d'adolescentes de l'échantillon par type d'assistance jugée nécessaire

#### 4.2. A propos de l'hébergement

Seules **3,4%** des adolescentes interrogées pensent que **l'hébergement** ou le logement est **une des deux principales aides** dont auraient surtout besoin les victimes de violences sexistes. Ces adolescentes sont 20,5% d'entre elles de la région de Thiès, suivi de Kédougou (13,6%) et Tambacounda (11,4%). Les victimes de violences sexuelles sont proportionnellement moins nombreuses (1,5%) à avoir retenu cette option que les autres (3,7%). Il en est de même avec les adolescentes non scolarisées (5,8% contre 3%).

Il faut noter que la quasi-totalité des adolescentes interrogées **ignorent l'existence au Sénégal de centres d'hébergement** des victimes de violences sexistes (**83,8%**). Seules 8,3% d'entre elles disent en connaître au moins un. Celles-ci sont originaires de Sédhiou (14,5%), Tambacounda (11,8%), Matam (11,8%) ou Saint-Louis (11,8%). Les victimes de violences sexuelles sont proportionnellement à peine plus nombreuses (85,3%) que les autres (83,9%) à ne pas connaître de centres d'hébergement pour victimes de violences sexistes. Mais l'écart est plus important entre les adolescentes non scolarisées (92,8%) et scolarisées (82,7%). Ces dernières sont en effet proportionnellement plus nombreuses (8,6%) à connaître au moins un centre que celles qui ne sont pas à l'école (5%).

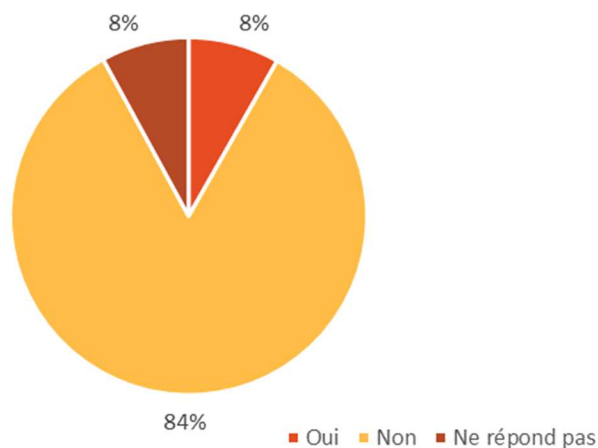


Figure 30. Connaissance ou non de l'existence au Sénégal de centres d'hébergement pour victimes de violences sexuelles

**58%** des adolescentes interrogées pensent, à propos du fait de pouvoir héberger les adolescentes victimes de violences sexistes dans un centre d'accueil, qu'il est préférable au Sénégal de **l'encourager**, voire de **l'imposer** pour **19,7%** d'entre elles. Si partout ailleurs dans les régions du pays, la majorité suggère de l'encourager, les adolescentes de Louga sont une majorité à préférer l'imposer (59,8%).

En revanche, ce sont **6%** et **5,3%** qui préfèrent respectivement **l'éviter** ou **l'interdire**. L'interdiction est surtout formulée dans la région de Kolda (22,5%) et Kédougou (16,9%), tandis que l'évitement se retrouve essentiellement à Sédhiou (28,8%) et Tambacounda (16,3%).

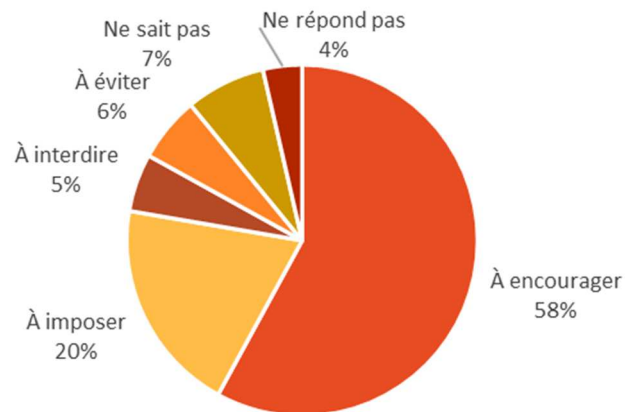


Figure 31. Répartition selon l'appréciation de l'hébergement des adolescentes victimes de violences sexistes



---

### Remerciements

Nous adressons nos vifs remerciements aux jeunes chercheurs du Comité consultatif de jeunes (CCJ) du projet HIRA, aux enquêtrices, aux personnes facilitatrices, aux autorités scolaires et aux parents et aux différents interlocuteurs dans le cadre de cette enquête.

Ces travaux ont été réalisés avec l'appui financier du gouvernement du Canada, agissant par l'entremise d'Affaires mondiales Canada et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI).



**LASPAD**  
LABORATOIRE D'ANALYSE DES SOCIÉTÉS ET POUVOIRS / AFRIQUE - DIASPORAS

Laboratoire d'Analyse des Sociétés et Pouvoirs/Afrique-Diaspora  
Université Gaston Berger, BP 234 Saint-Louis, SÉNÉGAL  
[www.laspad.org](http://www.laspad.org)



**HIRA**  
SENEGAL